

Communiqué de presse

29 mars 2018

Perspectives de l'économie mondiale 2018-2022 : le retour du cycle économique

Coe-Rexecode publie aujourd'hui son analyse de la problématique macroéconomique actuelle, ses perspectives à 5 ans pour l'économie mondiale, les différentes zones et la France.

➤ La croissance mondiale s'est renforcée en 2017

Par rapport à 2016, la croissance mondiale a gagné 0,6 point en 2017 (3,7 % en 2017 après 3,1 % en 2016), les pays émergents (ensemble des pays hors OCDE) ont gagné 0,3 point (4,7 % après 4,4 %), les Etats-Unis 0,8 point (2,3 % après 1,5 %) et la zone euro 0,7 point (2,5 % après 1,8 %). La France comble une petite partie de son retard sur la zone euro en gagnant 0,9 point (2,0 % après 1,1 %).

La principale cause de cette dynamique positive globale est la forte baisse du prix du pétrole de 2014 à 2016, qui représente une impulsion de pouvoir d'achat de plus d'un point de PIB et a largement bénéficié aux pays consommateurs de pétrole, dont fait partie l'Europe.

➤ Un risque de tensions sur les capacités de production qui contraindra la croissance des pays développés

L'année 2018 sera la 9^{ème} année consécutive de croissance du PIB mondial à plus de 3 %, cela malgré les récessions européenne (2012-2013), russe (2015-2016) et brésilienne (2015-2016). Une progression sur une période aussi longue n'a jamais été observée depuis le début des années 1970.

Les taux de croissance des pays développés restent modérés au regard des tendances longues du passé. Le taux de croissance de la zone OCDE sera en 2018 égal au niveau moyen de la période 2000-2017. Ces pays commencent cependant d'ores et déjà à buter sur les capacités d'offre. Le risque de tensions (délais de livraison plus longs, difficultés à trouver le personnel adapté) apparaît alors que les politiques monétaires continuent d'injecter des liquidités dans le monde. C'est une situation qui pourrait être propice à des hausses de prix, des salaires nominaux, des taux d'intérêt, et pourrait déboucher sur un vrai retournement de conjoncture.

Nous privilégions un scénario dans lequel le ralentissement spontané de la croissance en 2019 et 2020 atténuerait les tensions dans les pays développés, et autoriserait la poursuite de la croissance à un rythme proche de la croissance potentielle.

Le prix du pétrole serait à peu près stable entre 65 et 70 dollars le baril sur l'ensemble de la période 2018-2022. L'euro poursuivrait sa hausse en dollars pour atteindre un peu plus de 1,35 dollar en fin de période, tandis que les taux d'intérêt à dix ans se stabiliseraient au voisinage de 3,5 % aux Etats-Unis en 2020, et 2 % en Allemagne, la France conservant un écart de l'ordre de 50 points de base avec l'Allemagne. Dans l'ensemble, les écarts de taux d'intérêt à long terme seraient stabilisés au sein de la zone euro.

La croissance mondiale retomberait de 3,8 % en 2018 à 3,5 % en 2019 puis 3,2 % en 2020. Le ralentissement serait plus marqué aux Etats-Unis (1,6 % en 2019 et 1,0 % en 2020). Comme on l'observe habituellement, la croissance de la zone euro sera impactée par la situation économique américaine et descendrait à 1,7 % en 2019 et 1,3 % en 2020.

➤ **Une croissance française encore au-dessous de la moyenne européenne**

La France s'inscrirait dans le mouvement général, en restant toutefois encore au-dessous de la moyenne européenne. Le taux de croissance proche de 2 % en 2018 s'établirait à 1,5 % en 2019 et 1,0 % en 2020, puis remonterait légèrement autour de 1,3 % en fin de période.

Les premières mesures mises en œuvre au cours du quinquennat (réforme de la fiscalité du capital, meilleurs ajustements possibles du marché du travail) laissent espérer à l'avenir une croissance potentielle un peu plus forte à moyen terme.

Deux questions restent cependant en suspens. D'une part, la perte de compétitivité, illustrée par le recul des parts de marché, qui se poursuit. D'autre part, la baisse de la dépense publique qui n'est pas encore amorcée, la diminution du déficit public de 2017 ne s'expliquant que par la combinaison d'une conjoncture mondiale favorable et d'une nette augmentation des prélèvements obligatoires en France.

Contact presse : Camille Formentini / 01 80 48 14 80 / cformentini@footprintconsultants.fr